

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral imposant à la société STB MATÉRIAUX
des prescriptions complémentaires relatives à la remise en état
de sa carrière de sable de HAMEL**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.181-14, L. 511-1, R.181-45, R.512-39-I, et D.556-1-A ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2005 autorisant la SAS ENVIMAT à exploiter une carrière de sable sur le territoire de la commune de HAMEL au lieu-dit « le Bois » fixant une durée d'exploitation maximale de 15 années ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 décembre 2007 portant changement d'exploitant au profit de la société STB MATÉRIAUX ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 juin 2023 imposant à la société STB MATÉRIAUX des prescriptions complémentaires relatives à la remise en état de sa carrière de sable sise sur la commune de HAMEL ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le dossier de cessation d'activité et de remise en état de la carrière d'HAMEL présenté par la société STB MATÉRIAUX le 12 mars 2021 ;

Vu le dossier de porter à connaissance proposant des nouvelles conditions de remise en état de la carrière de sable à HAMEL du 18 décembre 2023, complété les 5 et 12 avril 2024 et modifié le 14 juin 2024 ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires et de la mer du Nord (DDTM 59) du 09 août 2024 ;

Vu l'avis de la commune de HAMEL du 9 août 2024 ;

Vu le rapport du 6 septembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 6 septembre 2024 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant le 9 septembre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. l'article 2 de l'arrêté préfectoral impose que la remise en état soit réalisée selon les plans transmis dans le dossier de porter à connaissance en date du 23 septembre 2013 et dans le dossier de cessation d'activités dans sa version du 2 octobre 2021 ;
2. l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaires susvisé du 19 juin 2023 impose que la remise en état du site soit réalisée de manière à constituer un espace naturel ;
3. l'exploitant a sollicité le 18 décembre 2023 une modification du projet de remise état pour tenir compte de l'usage futur du site en vue de l'aménagement d'une ferme photovoltaïque ;
4. la modification de la remise en état porte sur une homogénéisation du paysage sur la partie nord site ;
5. l'absence de modification des conditions de remise en état des secteurs 1, 2, 3 et 4 prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaires susvisé du 19 juin 2023 ;
6. les nouvelles conditions de remise en état ne portent pas atteinte à la biodiversité remarquable qui s'est constituée sur le site ;
7. il y a donc lieu de modifier les conditions de remise en état du site en tenant compte des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 juin 2023 sont modifiées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Conditions de remise en état

La remise en état de la carrière est réalisée conformément aux descriptifs et plans transmis dans le dossier de porter à connaissance en date du 14 juin 2024.

Article 2.1 – Usage du site

L'usage futur du site, conformément à l'article D. 556-1-A du code de l'environnement est :

- usage de renaturation impliquant une dés-artificialisation ou des opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité des sols, notamment des opérations de dés-imperméabilisation à des fins de développement d'habitats pour les écosystèmes ;
- autre usage : production d'énergie photovoltaïque (sur le secteur nord délimité en rouge).

Le zonage est présenté en annexe 2 du présent arrêté.

Article 2.2 – Description des travaux de remise en état par secteur

La localisation des secteurs définis pour la remise en état est présentée en annexe 1.

Le secteur 1 est un espace agricole dont la vocation originelle a été conservée.

Le secteur 2 est un talus à hyménoptères.

La remise en état du secteur 3 correspond à une mare et une prairie mésotrophe fleurie ainsi que des pelouses calcicoles et landes à callune. Une partie du secteur est boisée afin de créer un bosquet ouvert.

Le secteur 4 n'a pas été excavé. Les stocks de limons sont issus du décapage des terrains de recouvrement. Ces stocks de limons créent un promontoire permettant d'observer le patrimoine naturel. Des arbres sont plantés à la base de ce promontoire.

La remise en état des secteurs 5 et 6 consiste à aménager en quatre plateformes décrites ci-dessous :

- plateforme « prairie champêtre sous limons », altimétrie : 69 m, surface : 20 000 m² ;
- plateforme « pelouse calcicole », altimétrie : 68 m, surface : 18 500 m² ;
- plateforme « pelouse acidiphile », altimétrie : 66 m, surface : 11 000 m² ;
- plateforme « prairie sableuse », altimétrie 68 m, surface : 7 000 m² ;
- talus et fronts sableux : 12 000 m² ;

- dépression humide : 1 000 m².

L'ensemble des secteurs est remis en état conformément aux modalités définies par le présent arrêté.

Article 2.3 – Modalités de remise en état

La remise en état est effectuée en 4 phases :

I. Remblaiement des parcelles

Le remblaiement est réalisé par des matériaux inertes et terres conformes aux critères de qualité fixés par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.

Les limons et terres végétales issues des travaux de décapage sont utilisés pour la couverture finale des remblais.

II. Régilage des pentes, modelage et insertion paysagère, gestion des eaux de ruissellement

Les travaux de mise à niveaux doivent permettre de se raccorder au niveau des terrains naturels avoisinants.

Le nivellement est réalisé afin de permettre une bonne gestion des eaux de ruissellement sous forme de pente douce favorisant l'infiltration des eaux pluviales tout en minimisant le lessivage de l'horizon humifère.

III. Reconstitution d'un sol propice aux différents aménagements écologiques

La reconstitution du sol est réalisée soit par apport de terres limoneuses, soit par apport de terres de découvertes amendées (limons et terres végétales).

Pour les secteurs boisés, un travail du sol est réalisé avant les plantations :

- décompactage à 25 cm de profondeur en 2 passages ;
- passage à la rotative pour mélanger l'ensemble ;
- ripage à l'aide d'un tracteur à chenille pour aérer le sol.

IV. Nettoyage et suppression des installations

L'exploitant réalise le curage, le nettoyage et la suppression de la zone étanche de ravitaillement des engins et du séparateur d'hydrocarbures associé. Les déchets issus de ce chantier sont évacués vers une filière agréée et les justificatifs d'élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.4. Gestion des eaux

Les eaux de ruissellement du site sont gérées in situ, via un réseau de fossés, de plans d'eau et de zones d'infiltration. Un plan de ces dispositions est présenté en annexe 3.

Article 3 – Durée de la remise en état

La remise en état de la carrière de HAMEL devra être achevée au plus tard dans un délai de **quatre mois** après la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra dans un délai de **six mois** après la notification du présent arrêté, un dossier de remise en état finalisé comprenant toutes les mesures prises pour assurer la mise en sécurité ainsi que les détails relatifs à la remise en état finale.

Article 4 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 5 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20 003 – 59 039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62 039, 59 014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 6 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de l'arrondissement de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de HAMEL ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de HAMEL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-carrieres-apc-2024>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **16 OCT. 2024**
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

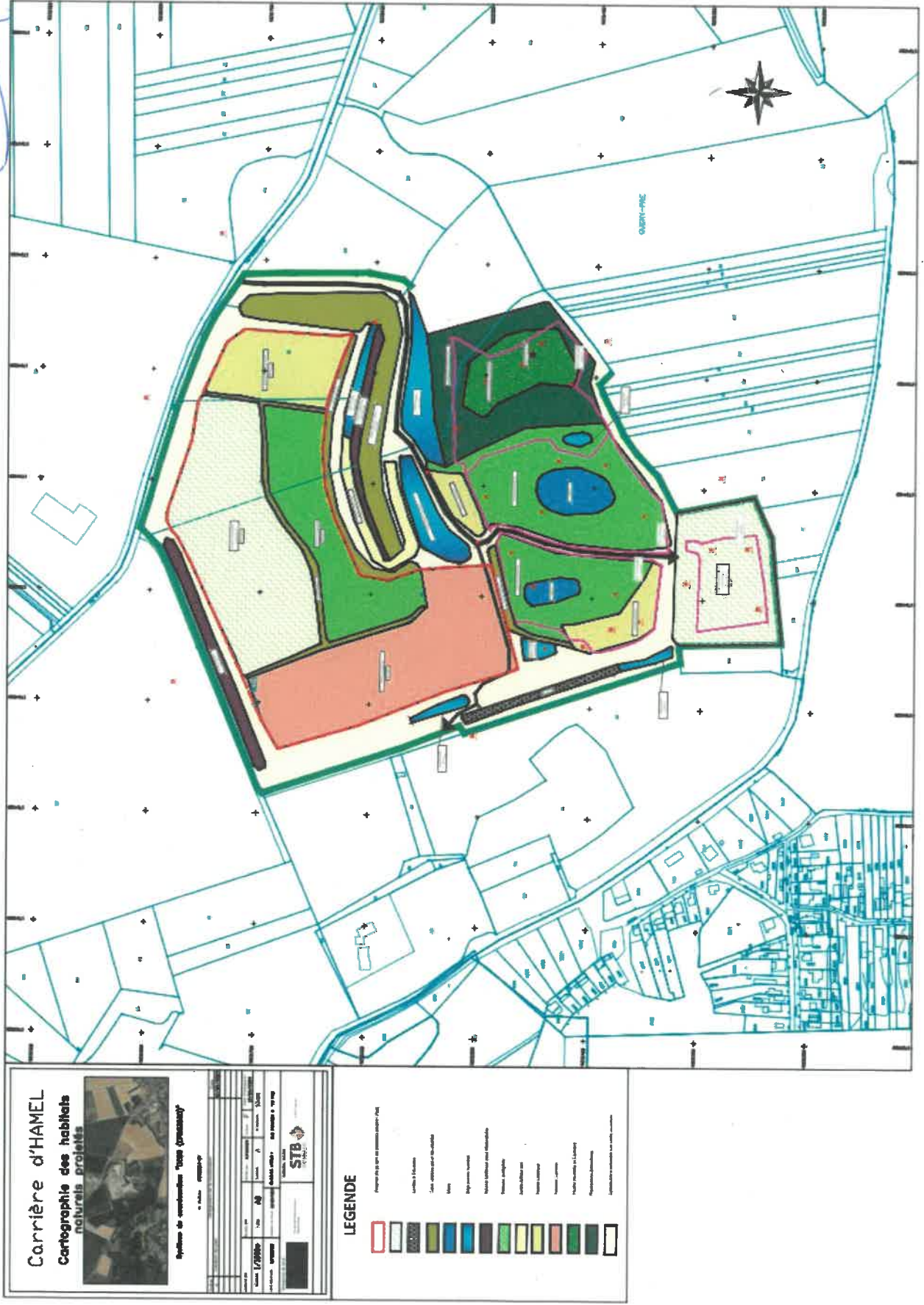
PJ :

annexe 1 : Plan zonage des remises en état (usages futurs)

annexe 2 : Plan de sectorisation des remises en état

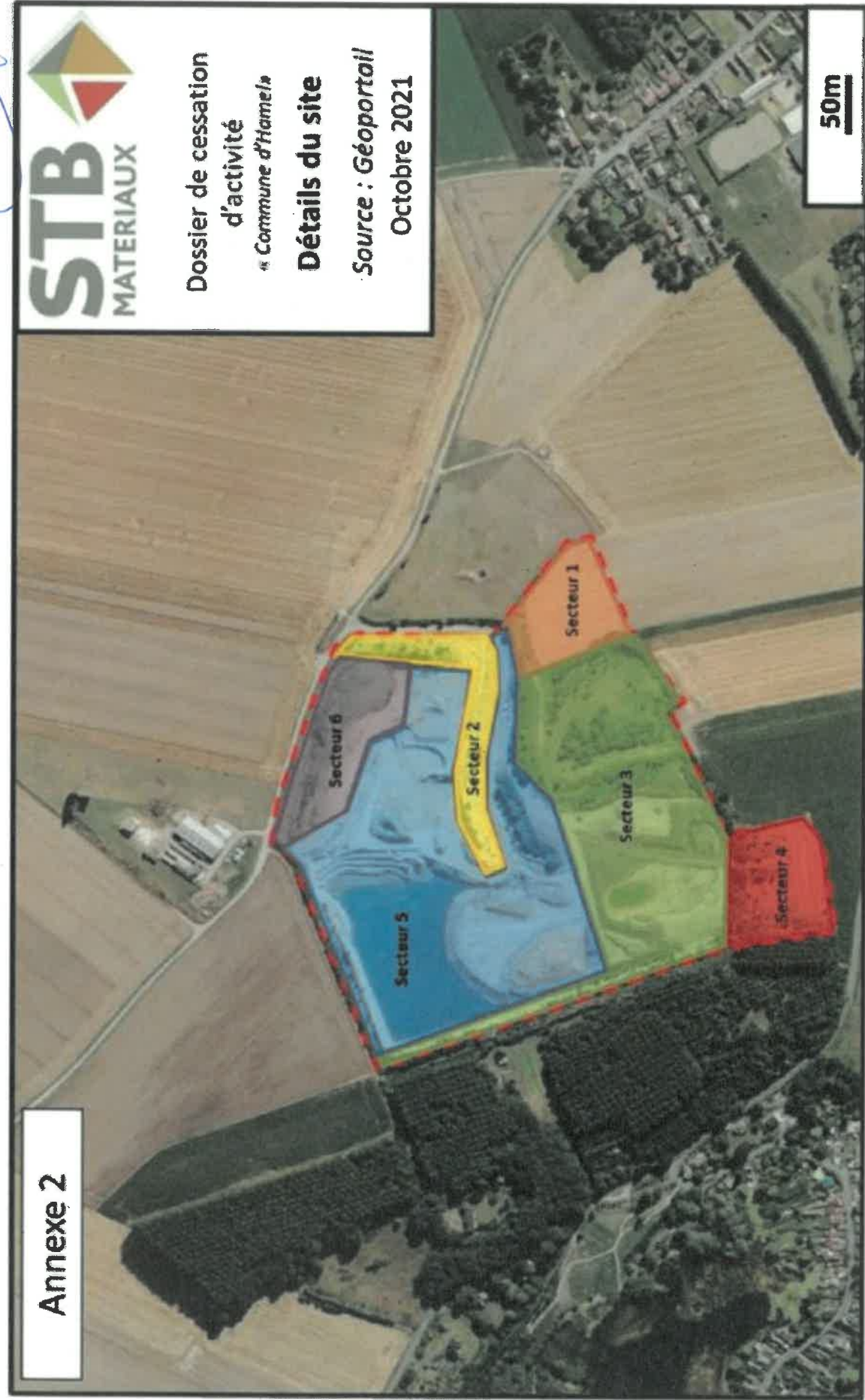
annexe 3 : Gestion des eaux

Annexe 1 : Plan zonage des remises en état (usages futurs)



Guillaume AFONSO

Annexe 2 : Plan de sectorisation des remises en état



Guillaume AFONSO

Annexe 3 : Gestion des eaux

